



Forum du Club Convaincre du lundi 12 janvier 2026 animé par Michel WEILL

Les bonnes surprises de la COP 30, malgré tout ?

Dans le langage feutré qui sied aux diplomates, la ministre française Monique Barbut commentait ainsi la décision finale de la COP 30 de Belem fin novembre : « elle ne contient rien d'inadmissible, mais est sans ambition ».

Pour des gens comme nous, conscient de l'urgence climatique et donc de l'ambition à avoir sur ce sujet majeur, c'est un enterrement de première classe, une déception de plus dans un moment qui n'en manque déjà pas.

Et pourtant il se trouve un petit gaulois effronté, Martin RICHER, le rédacteur en chef de Management et RSE, pour braver notre sens critique national bien connu et trouver à la COP 30 quatre vertus qui sont même des surprises.

En ce début d'année où le combustible pour alimenter la petite flamme espérance se fait si rare et si cher, venez donc vous réchauffer un moment avec nous et partager ces motifs de ne pas totalement désespérer.

Les quatre bonnes surprises de la COP30 Le point de vue de Martin Richer Management et RSE du 24 Novembre 2025

Cet article nous donne l'occasion de parler environnement. Martin Richer est une personne aux fortes convictions sur le travail, l'emploi, le dialogue social et sur les questions environnementales avec un bon équilibre entre les deux sujets. Son article tranche avec tous les commentaires blasés sur la COP 30.

Au delà des indignations passagères et des communiqués finaux sans envergure, Martin Richer y voit quatre bonnes nouvelles rarement évoquées, qui redéfinissent à bas bruit la trajectoire climatique du monde.

1- La méthodologie tient bon

Le chemin est une part du but. Martin Richer développe deux points.

Bien avant d'être un simple accord multilatéral, l'Accord de Paris issu de la COP21 de 2015 posait une méthodologie exigeante, même si elle ne prévoit aucune sanction pour les pays qui refuseraient de jouer le jeu. Or, on aurait parfaitement pu imaginer que la COP30 sonne le signal d'un démantèlement général de cette méthode.

La sortie des États-Unis de l'Accord de Paris, aurait parfaitement pu ouvrir la porte de sortie à de nombreux pays sur le thème « puisque le deuxième pollueur de la planète s'en lave les mains, nous ne pouvons plus justifier vis-à-vis de notre opinion publique de continuer à participer à l'effort commun ». La décision américaine a plutôt provoqué une réprobation quasi-générale et n'a entraîné aucun mouvement de suivisme, même de la part de pays ouvertement opposés à la démarche onusienne, comme l'Argentine, qui s'est contentée de menacer de sortir sans joindre le geste à la parole.

La méthodologie des COP est basée sur la communication et l'actualisation par chaque pays de leurs engagements de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre[2]. Ainsi, les 195 pays signataires de l'Accord de Paris (2015) avaient jusqu'à septembre 2025 pour soumettre la réactualisation de leur contribution déterminée au niveau national autrement dit leur plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre, qu'ils doivent remettre à jour tous les 5 ans. Même si cette méthode a connu des accrocs, elle a tenu pour l'essentiel.

Ce n'était pas gagné et l'Union européenne, qui se présente comme le héraut de la démarche, n'a pas donné l'exemple. C'est plus difficile à faire à 27 que pour un pays isolé mais nous ne sommes pas apparus comme exemplaires.

Même si les ambitions ne sont plus ce qu'elles étaient, le retrait des Etats-Unis n'a pas cassé la mécanique de cette méthodologie. Aux Etats-Unis, l'Alliance climatique, une coalition bipartite de 24 gouverneurs représentant près de 60% de l'économie américaine et 55% de la population américaine, entend poursuivre ses efforts. Beaucoup de choses se passent au niveau des Etats.

2- Les entreprises sont désormais convoquées sur ces sujets

Un accord qui repose sur les objectifs que s'assignent les États en ignorant les capacités des entreprises reste fragile et incantatoire. Le sujet chemine et progresse. Belém a été présentée par la présidence brésilienne comme une COP de la mise en œuvre, à l'inverse des COP précédentes centrées sur les engagements. Pour la première fois, les entreprises ont été explicitement appelées à jouer un rôle central pour traduire les promesses en actions concrètes.

Pourquoi les Etats seraient-ils tenus seuls responsables au travers des NDC qu'ils fournissent ? Pourquoi les entreprises, qui disposent des marges de manœuvre pour agir, n'auraient-elles pas elles aussi des engagements concrets à prendre, eux aussi

périodiquement révisés ? Le succès de cette nouvelle approche reste à confirmer mais l'orientation me semble juste. Cet aspect n'est pas apparu dans les médias.

L'implication plus forte des entreprises a permis de faire avancer des coalitions sur la décarbonation, l'adaptation et le financement climatique, notamment dans les secteurs de l'énergie, de la finance et de la technologie. Mais on a vu aussi que la forte présence des entreprises dans certains secteurs, notamment les énergies fossiles et l'agroalimentaire, a pesé sur les négociations, contribuant à l'absence d'engagement réels sur la fin des combustibles fossiles et sur la déforestation.

Il faut continuer avec opiniâtreté à mesurer la distance entre les objectifs fixés par les COP et les capacités des entreprises à y répondre par des engagements et des investissements à la hauteur.

3-Les bénéfices de l'accord de Paris sont déjà perceptibles

Les chefs d'État et de gouvernement présents à Belém ont admis leur échec à limiter le réchauffement climatique comme espéré et ont dénoncé la désinformation au sujet de la science climatique. Malgré ce constat d'échec, on sait désormais que l'Accord de Paris a effectivement permis d'infléchir les comportements.

Depuis 2015, une augmentation de plus de 0,3 °C a entraîné 11 jours de chaleur extrême supplémentaires dans le monde. Dans dix pays, ce 0,3 °C de plus s'est traduit par une augmentation d'au moins 30 jours de chaleur chaque année. Et la moitié des pays du monde ont connu en moyenne au moins 10 jours de chaleur en plus par an.

Mais dans un monde sans Accord de Paris, à 4 °C, ce serait bien pire. Les pays du monde entier connaîtraient en moyenne 114 jours de chaleur supplémentaires par an par rapport à aujourd'hui. En revanche, s'ils respectent leurs plans climat et maintiennent le réchauffement à 2,6 °C d'ici à la fin du siècle, ce nombre passerait à 57 jours de plus en moyenne.

En gros, on peut espérer 2,6 degrés d'augmentation au lieu de 4 d'ici à la fin du siècle. L'Accord de Paris change déjà le climat. Même si l'urgence demeure, la trajectoire mondiale est infléchie : moins de chaos, moins d'extrêmes.

4 Les fossiles craquent ; la transition juste s'impose dans la douleur

Les énergies fossiles ne sont pas mentionnées dans le texte final de la COP30, mais il fait référence à un article de la déclaration de Dubaï qui, lui, les mentionne. On aboutit donc à un résultat plus hypocrite que satisfaisant.

Plus de 80 pays ont poussé lors de la COP30 pour qu'une feuille de route précisant une sortie des énergies fossiles soit adoptée dans la décision finale de la COP, en s'appuyant

sur l'accord conclu il y a deux ans à la COP28 de Dubaï. Le sujet a été mis à l'ordre du jour des négociations officielles. Mais, sans surprise, la Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite, le Nigeria et la Russie y ont opposé une fin de non-recevoir.

Malgré cet échec, les craquements de la vieille économie carbonée sont de plus en plus visibles et la notion de transition juste, qui combine les progrès climatiques et la justice sociale, a continué à s'imposer progressivement.

Qui prendra le leadership de cette transition ? Paradoxalement, la Chine, qui est devenue de loin le premier émetteur de gaz à effet de serre et représente à elle seule un tiers des émissions mondiales, est en train de s'imposer comme le leader de la transition écologique. François Gemenne, professeur à HEC Paris et membre du GIEC, faisait remarquer en mai que les émissions de la Chine ont baissé de 1,6% au premier trimestre 2025, et ont baissé de 1% sur les 12 derniers mois, évolution largement due à la croissance des énergies décarbonées, qui dépasse pour la première fois celle de la demande en énergie.

Contrairement à l'UE, la Chine a tenu les échéances pour communiquer ses NDC. Le 24 septembre, lors du sommet sur le climat organisé en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le président Xi Jinping les a dévoilés : « *La transition verte et bas-carbone est la tendance de notre temps* », a-t-il déclaré, prenant le contrepied de l'administration Trump.

Conclusion

Ces quatre bonnes surprises sont de l'ordre de ce que le philosophe et sinologue François Jullien appelle des « transformations silencieuses ». Ces avancées montrent que sous l'apparente inertie des COP, des déplacements profonds s'opèrent, porteurs d'une transition lente mais irréversible. Elles redessinent discrètement la trajectoire climatique du monde. Nietzsche disait que les vraies révolutions avancent sur les pas des colombes. On ne les entend pas.

Le Débat

Sur la méthode, j'aimerais pouvoir mesurer l'ampleur des réalisations. Les médias ont vu une prise de pouvoir en sous-main des forces pro fossiles dans le processus des COP depuis 8 ans. Cela expliquerait que l'annexe de Dubai soit devenue une année du communiqué suivant. Une manière terriblement efficace de résister au changement.

De même, les résultats de l'accord de Paris sont « moins pire que plus pire ». La comparaison entre modèles permet de dire tout ce qu'on veut. C'est trop artificiel pour me convaincre.

Le raisonnement de Martin Richer est fragile. Sans l'accord de Paris, que ce serait-il passé ? La Chine aurait sans doute pris des mesures industrielles.

Le multilatéralisme a été conforté par cette démarche au fil des ans. La plus faible croissance est reconnue par le GIEC. Mais il y a toujours une croissance des émissions de gaz à effet de serre. La Chine qui en produit 30% fait des efforts importants.

Mais je ne peux m'empêcher de voir les résistances, voire un recul de l'appétence dans différents cercles. Effectivement les entreprises sont plus sensibles qu'avant, y compris dans le secteur financier.

La politique de Trump consiste à pousser à la croissance de la production des énergies fossiles du continent américain. Alors qu'en Europe, on constate une tendance au freinage de leur consommation. Le RN s'est emparé de ce sujet au contraire de sa position d'il y a quelques années. La droite républicaine PPE à Bruxelles a tendance à suivre comme la fin de l'interdiction des importations de biens liés à la déforestation, sur la date de fin des ventes de voitures thermiques très puissantes.

Depuis deux ans, je vois que le public jeune est moins intéressé par ces sujets où je donne chaque année des interventions. Le nombre de personnes ayant calculé son empreinte carbone individuelle est stable, signe d'un certain recul.

Je pense que nous sommes dans une période particulière avec un frein sur le climat et les mesures écologiques. Les formations à la transition écologiques et sur le climat baissent. Des cabinets spécialisés ferment. Mais en positif, apparemment, les entreprises qui ont une politique RSE forte réussissent aussi bien que les autres. Donc les marchés financiers ne peuvent les sanctionner. Les gens qui sont convaincus qu'il faut agir continuent de le faire, mais ils en convainquent moins de nouveaux.

Je crois que les accords de Paris ont eu un impact mais cela ne dit rien de la suite des évolutions. L'Union Européenne baisse un peu la garde alors que nous étions à la pointe. La COP 30 a permis d'avoir de nombreux bilans, analyses précises. Elle n'a pas permis d'augmenter le sentiment d'urgence pour l'ensemble des acteurs.

Je suis très pessimiste en regardant le sujet au niveau géopolitique. Que va faire l'Inde ? Comme la Chine ? Que vont pouvoir faire les pays africains qui ont des réseaux électriques faibles. Il est trop tard pour parler de climato-scepticisme , c'est du cynisme avec pour but la répartition de la zone arctique ou autre.

L'intervention au Vénézuela a un objectif pétrolier. Qui a intérêt à voir la consommation de pétrole baisser ?

La faiblesse de l'Europe m'inquiète avec le retournement potentiel de ses opinions publiques faute d'avoir bien accompagné socialement les actions vertes. L'Europe libérale est incapable de planification industrielle. La Chine à l'inverse le fait très bien. L'apparition de nouvelles énergies n'a jamais fait baisser la consommation des anciennes. La consommation mondiale de charbon n'a jamais baissé. Les besoins en énergie montent plus vite que les outils de production non traditionnels. L'informatique aujourd'hui demande des centrales nucléaires complètes.

J'essaye de voir à travers mes contacts avec les collectivités rurales. J'y vois des marges considérables. Deux pistes à l'échelle de la France. Il manque une politique pluriannuelle

de l'énergie. Il y a des oscillations nuisibles à l'action. La France a en particulier des difficultés spécifiques pour utiliser les outils financiers européens.

Je ne pense pas que nous ayons perdu l'opinion publique. Quand on est dans la réalité, les maires ne parlent pas d'écologie mais des factures de l'énergie. Ils ont mis 18 ans à avoir le droit de développer des Energies Nouvelles Renouvelables (ENR).

On dit qu'en Allemagne, il faut 5 ans pour faire un parc d'éoliennes. En France il faut 10 ans pour ne pas le faire.

Il y a des marges de manœuvre considérable car les élus sont bien plus mobilisés qu'on ne le pense. C'est eux qui subissent les inondations, les incendies, les manques d'eau...

Simplifions les procédures. La complexité est bien plus bloquante que les finances disponibles.

Je partage cet avis. L'Etat a une puissance qu'il ignore quand il est déterminé et constant dans la durée. Les agences de l'eau ont depuis 50 ans fonctionné avec un système de prêts à taux zéro sur 10 ans au moins, accompagné de subventions aussi faibles que possibles, pour que les investissements soient économiquement soutenables... et entraînent certes la réduction des pollutions mais aussi une meilleure maîtrise des opérations. Cela a fait baisser les coûts cachés que notre système comptable n'a jamais su évaluer et a amélioré la rentabilité globale.

Cela a très bien marché avec l'industrie, puis plus tardivement avec les collectivités. Cela n'a jamais été appliqué aux agriculteurs (industriels) conduisant aux conflits sans solution d'une eau non potable pour les habitants et des exploitations agricoles surendettées par des investissements capacitaire à taux de rentabilité décroissants. Des concepts que n'ont jamais eu les agences de l'eau mais qui nous ont conduit à nous baigner dans la Seine.

Il apparaît avec l'accord du Mercosur un aspect paradoxal. Cet accord est plutôt une bonne chose. Mais faire transiter d'un côté à l'autre de l'océan des biens n'est pas favorable pour la planète.

Le défi que nous avons est de trouver une planification sans bureaucratie tatillonne tant en France qu'en Europe. On ne sait plus se retrouver dans la tarification du gaz ou de l'électricité. Au niveau local il doit exister un contre-pouvoir à cette planification. On peut voir que la Chine arrive à faire cette planification tout en restant relativement souple localement.

Le principe de produire local contre la division internationale du travail se retrouve dans le débat sur l'accord du Mercosur. Comment se met-on en état de faire respecter les normes ? C'est le thème des agriculteurs pour prouver la concurrence déloyale.

On voit qu'il y a une fragilité structurelle des démocraties qui s'appuient sur le vote de populations majoritairement pauvres qui ne peuvent guère faire d'efforts. Les populismes s'en emparent et donnent raison aux puissants et riches qui ne pensent qu'à leur intérêt immédiat.

Personne ne pouvait imaginer la dérive américaine actuelle.

Je crois qu'il y a des voies radicalement différentes. J'ai beaucoup aimé le commentaire sur les collectivités locales. Il convient de ne pas lâcher le sujet de la décentralisation. Il y a des capacités de mobilisations, d'initiatives qui sont ignorées. Comme économiste, le combat entre énergies fossiles et renouvelables est complexe. Total Energie a bien les deux aspects. Il n'est pas certain que les fossiles vont gagner tant les investissements y sont importants. La cause écologique n'est pas perdue.

Les difficultés administratives contre les élus locaux, les PME sont considérables. Les grands communes, les grandes villes s'arment contre elles en y dédiant des ressources fort coûteuses inaccessibles aux petites structures.

Les territoires doivent trouver le moyen de s'émanciper de la tutelle. Les COP régionales étaient construites de manière descendante alors que des centrales villageoises sont bloquées. Aujourd'hui, les acteurs locaux sont bien plus robustes. Laissons-les continuer les petits pas qu'ils font tous les jours. Ce qui parle aux habitants, c'est le paramètre économique. Il convient de modifier le lien entre les actions locales et les programmes financiers nationaux. Il y a un potentiel d'actions concrètes largement inutilisé. Réarmons les territoires sur le réel.

Il y a bien des exemples similaires avec les difficultés de PME à se développer du fait de l'incompréhension des administrations.

La Ville de Lyon a lancé une action avec des agents et des entreprises sur Lyon 2030. Lyon a fait travailler ses propres agents pour trouver des solutions pour réduire la pollution et la consommation d'énergie dans tout son champ de compétences.

Il y avait un fil rouge dans nos débats sur l'optimisme et le pessimisme. Le pessimisme de la réflexion et l'optimisme de l'action.

Nous avons le droit d'être optimiste, mais ne soyons pas optimistes bêats.

Prochains événements du Club Convaincre

La News letter de janvier est parue [News letter du Club Convaincre de Janvier 2026](#)

Lundi 26 janvier : Forum Comment la Russie n'a pas gagné en Ukraine animé par Jacques Gagneur en visio

9 Février: Dominique Bolliet: Éducation, enjeux, débats ... Visio

27 Février: Organisé par le PPV: audition des candidats à la Métropole Palais de la Mutualité

09 Mars: Dominique Bolliet: L'immigration Visio

30 Mars : Bernard Lagache Résultats des élections municipales des 15 et 22 mars Visio

Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 € à l'adresse du trésorier du Club à l'adresse du trésorier du Club Pierre Vial : Maison des Solidarités 215 rue Vendôme 69003 Lyon
pour tout contact : club.convaincre@gmail.com
notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>